

Liens politiques à travers les pays

Le terme «transnationalisme politique» indique diverses formes d'engagement politique – conventionnel ou non – qui dépassent les frontières nationales. L'appréciation de ces activités est souvent ambiguë, dans le pays d'origine comme dans la société d'accueil.

«Je vous prie de bien vouloir m'informer comment je peux voter depuis l'étranger ou encore quand je me trouve en Turquie au moment des élections nationales.» Cette annonce, placée sur un forum de discussion par un enseignant turc, en Suisse depuis 29 ans, indique en fait une simple réalité: la migration aboutit non seulement au déplacement des gens dans l'espace, mais également à l'établissement de liens dans le temps entre des localités discontinues sur le plan spatial, mais reliées par les activités humaines.

En Suisse, une étude exploratoire (Kaya et al. 2007) observe que les pratiques transnationales entrent, à degrés variés, dans le quotidien des migrants et impliquent de plus en plus les deux générations. La question qui se pose ici est de savoir pourquoi les migrants investissent leur temps, leurs ressources matérielles et morales pour établir les liens politiques transnationaux? Quels sont les facteurs caractéristiques qui expliquent leurs motivations?

Influence du contexte migratoire

L'engagement politique de nature transnationale ne peut exister que s'il y a, d'une part, des facteurs externes liés à l'environnement sociopolitique favorables à l'engagement politique et, d'autre part, des facteurs internes liés aux groupes migrants étant susceptibles de produire une mobilisation politique.

Parmi les *facteurs externes*, l'existence d'une structure institutionnelle viable est la condition fondamentale pour l'engagement civique et la participation politique. Le degré d'ouverture de cette structure, appelée aussi la «structure d'opportunité politique», détermine le cadre formel et informel dans lequel a lieu l'action politique des groupes migrants dans la société d'accueil.

En Suisse, la participation politique des migrants est une affaire plutôt locale. On peut ainsi avancer l'hypothèse que l'engagement politique des migrants est plus fort dans les cantons où les migrants ont le droit de vote, voire celui d'éligibilité que dans les cantons où ces droits ne sont pas reconnus. De même, la mobilisation politique des migrants est davantage étendue dans les cantons qui apportent différents types de soutien – matériel ou logistique – aux associations migrantes et/ou qui mettent en place des structures intermédiaires de participation (organes consultatifs par exemple). Dans un tel contexte, les migrants pourraient avoir recours aux opportunités institutionnelles offertes par les cantons d'accueil. Cela encouragerait le transnationalisme politique tant sur le plan collectif qu'individuel.

Néanmoins, ces facteurs externes, certes indispensables, ne sont pas suffisants à la réalisation du transnationalisme politique. Il faut qu'ils soient accompagnés par les *facteurs internes* au sein de la communauté migrante, motivant l'engagement politique. En effet, on pourrait supposer que les migrants qui

quittent leur pays d'origine pour des motifs politiques seraient plus enclins à s'engager politiquement que ceux dont la présence en Suisse est plutôt justifiée par des motifs économiques. Par ailleurs, l'existence de clivages ethniques et politiques dans le pays d'origine constitue un autre facteur influant sur le degré d'intérêt des migrants à l'égard du champ politique transnational.

Il est à noter que le développement du transnationalisme politique dépendrait aussi de la longueur du séjour dans la société d'accueil. On pourrait ainsi prétendre que la seconde génération serait moins intéressée au transnationalisme politique que la première. Cependant, la nature de l'expérience migratoire et les caractéristiques sociopolitiques du pays d'origine peuvent être insuffisantes pour expliquer le transnationalisme politique. Pour que ce dernier ait lieu, il faut qu'il y ait des entrepreneurs politiques (partis politiques, mouvements ethniques, associations, syndicats etc.) qui soutiennent les migrants dans l'élaboration et la diffusion de leurs arguments politiques, débats et idées. Les entrepreneurs politiques procurent aux migrants des ressources matérielles, des facilités communicationnelles et qui plus est, leur permettent de faire partie d'un réseau politique qui véhicule leurs revendications.

Un pied ici et un pied là-bas simultanément

Les activités politiques des migrants turcs en Suisse se caractérisent par une grande variété d'affinités politiques et idéologiques, de formes d'organisations (associations, structures ad hoc, etc.) et de modèles de participation (conventionnels ou non). De manière schématique, ces activités peuvent être classées en deux catégories: celles qui s'orientent vers le pays d'origine et celles qui s'orientent vers la société d'accueil.

La pratique la plus conventionnelle concerne le *vote aux élections nationales*. Pourtant, les citoyens turcs ne peuvent voter qu'à la frontière ou dans les aéroports turcs. Ils s'arrangent cependant en affrétant des vols et des autobus là où il est possible de voter. Les associations et organisations politiques développent des liens institutionnels avec les organisations politiques en Turquie desquelles ils se sentent proches. Il arrive souvent qu'une organisation politique turque crée une branche ou une association de soutien à l'étranger. La direction de cette branche se trouve généralement en Allemagne, d'où sont planifiées et dirigées une grande partie des activités politiques transnationales.

Les migrants turcs organisent des activités collectives ad hoc, dépourvues d'objectifs à long terme et indépendantes de toute tendance idéologique, politique ou religieuse. Centrées sur des objectifs humanitaires ou environnementaux, ces activités vi-

sent à exercer une influence politique sur les acteurs politiques locaux ou nationaux en Turquie. La mobilisation des migrants turcs résidant dans différents pays européens contre la construction d'une digue près d'un site historique ancien (Hassankeyf) en constitue un très bon exemple.

Il est à noter que les activités principalement orientées vers le pays d'origine n'excluent pas l'implication des migrants dans les enjeux politiques suisses, mais le plus souvent de façon indirecte. Elles se nourrissent de liens étroits qu'établissent les migrants avec divers acteurs politiques suisses (partis politiques, syndicats, organisations des migrants, par exemple). Un nombre considérable de migrants turcs s'identifient aux *enjeux politiques suisses* et s'impliquent dans diverses formes d'activité politique. Il s'agit plutôt des migrants naturalisés de première génération et, en particulier, les membres de la deuxième génération. Ils adhèrent à des partis politiques locaux, s'engageant dans des organismes de défense des droits des migrants et privilégient la voie institutionnelle, en siégeant aux parlements locaux ou aux organes consultatifs.

Même si l'on peut facilement classer les activités politiques des migrants turcs selon leur orientation première, c'est-à-dire vers le pays d'origine ou vers le pays d'accueil, il est important de souligner qu'aucune de ces catégories ne fonctionne seule, ce qui favorise diverses formes d'activités politiques transnationales.

Motivations, opportunités institutionnelles et capital social

La question qui se pose ici est de savoir quelles sont les motivations qui stimulent les activités politiques transnationales. L'opinion d'une experte turque: «Pour pratiquer en permanence une politique orientée vers la Turquie, il est nécessaire d'avoir de très fortes raisons. Si ce n'est pas le cas, il n'est ni probable ni réaliste de conserver à long terme un lien politique avec la Turquie.» En effet, les migrants turcs doivent avoir de fortes raisons pour conserver à long terme un lien politique avec la Turquie: ils apportent ainsi avec eux leurs enjeux idéologiques, ethniques et religieux. Ensuite, ils organisent leurs activités politiques en Suisse autour de ces enjeux. Si pour la majorité des anciens réfugiés, l'idéologie est le principal facteur de mobilisation politique transnationale, les croyances religieuses constituent une forte motivation d'engagement politique pour un certain nombre de migrants de la première génération. De même, l'identification à un groupe ethnique est un autre stimulant à l'engagement politique transnational, en particulier concernant les activistes kurdes qui soutiennent la cause kurde en Turquie.

L'environnement politique suisse dans lequel prennent place les activités politiques crée un cadre important de socialisation politique pour les migrants turcs. Dans ce contexte, le désir de transférer au pays d'origine l'expérience politique acquise en Suisse représente un intérêt particulier pour des liens transna-

tionaux. Il est intéressant de noter que les membres de la seconde génération justifient leurs engagements transnationaux par des arguments semblables. Ils cherchent plutôt à échanger des expériences politiques qu'à s'engager dans la politique du pays d'origine. «Si je cherche à établir des contacts avec des milieux politiques en Turquie, ce n'est pas pour m'impliquer dans la vie politique turque, mais pour entamer des échanges d'idées et d'expériences. Personnellement, je m'oriente plutôt vers la vie politique suisse», explique une jeune Turque.

Parfois, cette motivation exprime, notamment chez les ex-réfugiés naturalisés, un désir implicite de ressourcer leurs activités à travers la vie politique en Turquie. Cela implique la possibilité de retourner au pays avec l'objectif d'entrer dans l'arène politique turque. Comme le dit un ex-réfugié, en Suisse depuis 27 ans, qui est également membre d'une instance municipale: «J'aimerais un jour m'impliquer dans la politique en Turquie afin de pouvoir transférer la culture politique que j'ai acquise en Suisse. Ici, nous faisons une politique factuelle, ce qui n'est pas le cas en Turquie.»

A l'évidence, intérêts et motivations individuels ne suffisent pas à expliquer un engagement politique transnational. L'individu motivé doit aussi avoir des ressources lui permettant de réaliser ses ambitions politiques. Au-delà de ces ressources individuelles, comme étant signe d'intégration, l'attitude des acteurs politiques suisses est un autre facteur déterminant dans l'accès des migrants à la scène politique autochtone. Les partis suisses font preuve d'une «ouverture modeste» à l'intégration des migrants dans leurs structures.

Les pratiques transnationales: une richesse

Le cas des migrants turcs confirme la combinaison des facteurs internes et externes dans le développement des pratiques politiques transnationales. Il démontre aussi que ces dernières ne dépendent pas nécessairement du type de migration (économique ou politique): chaque sous-groupe migrant tisse des liens politiques transnationaux. Cependant, le facteur générationnel semble être une variable explicative. Si la plupart des migrants de première génération s'identifie fortement à des enjeux politiques du pays d'origine, la seconde génération s'oriente plutôt vers les enjeux politiques suisses.

06 Aucun argument raisonnable ne limite les pratiques transnationales à la première phase d'un processus migratoire. Au contraire, celles-ci évoluent et atteignent leur sommet lorsque les migrants ont déjà réalisé un certain niveau d'intégration et

Bülent Kaya, politologue diplômé, est collaborateur scientifique auprès du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population de l'Université de Neuchâtel. Il est co-auteur de l'étude sur les pratiques transnationales des migrants turcs et portugais en Suisse.

Politisches Engagement über die Grenzen hinweg

Politische Aktivitäten von Migrantinnen und Migranten gehören zur transnationalen Realität, in welcher sie leben. Am Beispiel von türkischen Staatsangehörigen wird gezeigt, wie vielfältig politisches Engagement sich äussern kann. Sich sowohl «hier» wie auch «dort» politisch zu interessieren und an entsprechenden Aktivitäten teilzunehmen, steht nicht im Widerspruch, sich gleichzeitig in der Schweiz zu integrieren und in der Türkei nach wie vor Einfluss auf die Politik nehmen zu wollen. Im Gegenteil, ein hoher Integrationsgrad in der Schweiz ermöglicht das notwendige soziale Kapital, sich auf politischer Ebene zu betätigen.

possèdent le capital social nécessaire à la création de liens aussi complexes. Par ailleurs, les expériences des migrants turcs montrent que l'intégration n'exclut ni une forte identification avec le pays d'origine, ni le développement d'activités transnationales. De même, l'intégration ne produit pas inévitablement un effet dissuasif sur une identification transnationale.

Les activités transnationales ne se réduisent pas à l'espace géographique compris entre pays d'accueil et pays d'origine. Des pays tiers peuvent aussi jouer un rôle stimulant en renforçant les pratiques transnationales. C'est le rôle que paraît jouer l'Allemagne, qui représente une sorte de plaque tournante ou de quartier général pour les migrants. ce qui réduit le rôle de la Turquie dans un certain nombre d'activités transnationales.

Les résultats de la recherche (Kaya 2007) montrent une richesse de formes et de contenus des pratiques transnationales des migrants turcs. Au-delà, elles transcendent l'importance de l'État nation, même si elles dépendent de facteurs nationaux spécifiques.

Bibliographie

- Glick Schiller, Nina, Linda Basch and Cristina Blanc-Szanton, 1999, Transnationalism: a new analytic framework for understanding migration. In: Vertovec, Steve und Robin Cohen (Hg.), Migration, diasporas and transnationalism. Cheltenham: E. Elgar, 26-49.
- Kaya, Bülent et al., 2007, Immigrants' Transnational Practices in Switzerland: the Cases of the Turkish and Portuguese Community, Rapport auprès du Fonds national suisse de la recherche. Neuchâtel, SFM.
- Portes, Alejandro, Luis E Guarnizo and Patricia Landolt, 1999, Introduction. The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field. In: Ethnic and racial studies 22(2): 217-237.